



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

C.S.L CORBEIL

26 Rue Feray
91100 Corbeil Essonnes

MAITRE D'OUVRAGE

Ministère de la justice

« D.I.S.P : Direction Interrégionale des services Pénitentiaires de Paris »
03 Avenue de la Division LECLERC 94260 FRESNES



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES (CCTP)

MISE EN CONFORMITE PMR C.S.L CORBEIL PRESCRIPTION COMMUNES A TOUS LES LOTS PHASE DCE – INDICE 02

MAITRE D'ŒUVRE





Fawzi MEZOUARI
Architecte D.P.L.G

BET



Thomas HAUDUROY
Chargé d'affaires
thomas.hauduroy@be-efficio.fr
06.30.86.40.29
www.be-efficio.fr

C.S.L CORBEIL PHASE DCE	
SOCIETE	INTERLOCUTEURS
Maître d'Ouvrage : D.I.S.P DE PARIS 03 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC BP103 94267 FRESNE CEDEX  Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	D.I.S.P Yasmine Khadija SAOUD : Chargée d'opérations Fixe. 01.87.36.75.40 Port. 06.11.96.49.67 Mail : guillaume.maton@justice.fr
Maître d'œuvre Général : MF ARCHITECTE 180 Avenue d'Italie 75013 Paris  Fawzi MEZOUARI Architecte D.P.L.G	M.F ARCHITECTE M. Fawzi MEZOUARI – Responsable du projet Mob. 06.10.63.21.77 Mail : fawzi.mezouari@fmarchitecte.com
BET : EFFICIO	Thomas HAUDUROY Mob. 06.30.86.40.29 Mail / thomas.hauduroy@be-sfficio.fr
BUREAU DE CONTROLE :	M. Mob. Mail.
COORDINATEUR SSI :	M. Mob. Mail.
Coordinateur SPS :	M. Mob. Mail.

PAGE D'EVOLUTION

Indice	Date	Détail des modifications
01	26/05/2025	Première diffusion
02	08/07/2025	Deuxième diffusion

Sommaire

01.1 OBJET DU MARCHE	4
01.2 CONFIDENTIALITE	4
01.3 BASE DE L'ETUDE	4
01.3.1 Contraintes de chantier	4
01.3.2 Erreurs ou omissions	4
01.3.3 Type de marché.....	4
01.3.4 Nomenclature des documents graphiques.....	5
01.3.5 Contrôle sur le site	5
01.4 INTERVENANTS EXTERIEURS A LA MAITRISE D'ŒUVRE	5
01.4.1 Bureau de contrôle	5
01.4.2 Coordonnateur SSI	5
01.4.3 Coordonnateur SPS.....	5
01.5 CONTRAINTE D'EXECUTION	5
01.5.1 Définition du phasage des travaux	5
01.5.2 Conditions de mise en œuvre.....	5
01.5.3 Approvisionnement et évacuation des déchets	5
01.5.4 Echafaudage et protection.....	6
01.5.5 Planche et trame échantillon témoin	6
01.5.6 Sous-traitance	6
01.5.7 Contrôle interne des entreprises.....	7
01.5.8 Gestion des déchets	7
01.5.8.1 Texte règlementaire (liste non exhaustive)	7
01.5.8.2 Gestion et tri des déchets de chantier	7
1. Les obligations de l'ensemble des entreprises	7
2. Organisation générale de la gestion du tri-sélectif	8
3. Pénalités.....	8
4. Traçabilité des déchets.....	8
01.5.8.3 Délais d'intervention.....	9
01.6 DOCUMENTS DE FIN DE TRAVAUX	9
01.7 NETTOYAGES DE CHANTIER.....	9
02.1 INSTALLATION DE CHANTIER : RAPPEL DES PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES.....	10
02.2 GENERALITES	10
02.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	11
02.3.1 Constat d'état des lieux avant travaux	11
02.3.2 Cantonnement de la base de vie	11
02.3.3 Protections de chantier	11
02.3.4 Nettoyage quotidien du chantier	12
02.3.4.1 Désinfection sur le chantier – Dispositions spécifiques au Covid-19.....	12
02.3.5 Cloisonnement de chantier	12
02.3.6 Panneau de chantier.....	12
02.3.7 Signalétique de chantier	13

I. PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

01.1 OBJET DU MARCHÉ

Marché de travaux tous corps d'état « TCE » portant sur la mise en conformité PMR du C.S.L. Corbeil. Les travaux objet de ce marché, concernent à la fois les lots architecturaux mais aussi techniques.

01.2 CONFIDENTIALITE

Les documents et informations portant sur le projet sont confidentiels. Le retrait des documents marché est soumis à un engagement de confidentialité et de non-divulgateur à signer par les entreprises avant le téléchargement du DCE.

01.3 BASE DE L'ETUDE

01.3.1 Contraintes de chantier

L'attention des entreprises est fortement attirée sur les contraintes spécifiques d'accès et de sécurité à l'intérieur des établissements pénitentiaires.

Ces contraintes sont formalisées dans le document de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) joint au présent document :

« Prescriptions de sécurité à l'intérieur des établissements pénitenciers. Contraintes d'accès aux établissements ; Dispositions communes aux établissements pénitenciers » ; L'accès au chantier et l'ensemble des travaux seront sous l'autorité et la surveillance constante du personnel pénitentiaire. Les entreprises devront impérativement suivre l'ensemble des consignes édictées par celui-ci. Chaque entreprise devra prévoir dans ses prix toutes les sujétions nécessaires pour répondre aux contraintes spécifiques de chantier pendant toute la durée des travaux ».

01.3.2 Erreurs ou omissions

Les candidats doivent impérativement répondre sur les prescriptions du dossier DCE.

Toutes erreurs ou omissions dans les CCTP pouvant être soulevées lors du chiffrage doivent être signalées au MOE et corrigées avant la date de remise des offres.

Il appartient aux candidats, en raison du caractère forfaitaire du marché, de mesurer eux-mêmes l'étendue des obligations auxquelles ils acceptent de souscrire pour la remise de leurs offres.

Les entreprises devront prévoir tous les travaux et fournitures nécessaires à la bonne finition des ouvrages, et ne pourront arguer ultérieurement de ces erreurs ou omissions pour exiger des plus-values.

01.3.3 Type de marché

Le marché s'organise autour d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

Tranche Ferme :

Concerne les travaux portant sur le **C.S.L de CORBEIL**

Tranche Optionnelle :

Concerne les travaux portant sur la **M.A d'OSNY**

Le présent document porte sur les travaux à réaliser **en tranche ferme au C.S.L de Corbeil.**

Se référer aux fiches travaux par poste annexées au dossier Marché.

- ✓ Zone EXTERIEUR
- ✓ ZONE INTERIEUR FOUILLE - CONTROLE
- ✓ ZONE DETENUS HOMMES RDC
- ✓ ZONE DETENUES FEMMES R+1

01.3.4 Nomenclature des documents graphiques

Le présent CCTP a été établi sur la base des plans DCE par zone d'intervention au format A3 joints au Marché.

01.3.5 Contrôle sur le site

Avant de chiffrer son offre de prix, l'entrepreneur devra se rendre sur le site afin de constater l'importance et la nature des travaux à exécuter et de juger les difficultés et sujétions pouvant en découler, des difficultés d'accès, de circulation d'engins, d'approvisionnement des matériaux, de stockage, de mise en œuvre, etc., ainsi que pour tout ce qui concerne l'installation des moyens de levage et de manutention.

Il ne pourra en aucun cas, faire prévaloir une méconnaissance des travaux à effectuer tant en ce qui concerne les fournitures que leur mise en œuvre.

01.4 INTERVENANTS EXTERIEURS A LA MAITRISE D'ŒUVRE

01.4.1 Bureau de contrôle

Le contrôleur technique désigné par le MOA est :

01.4.2 Coordonnateur SSI

Le coordonnateur SSI désigné par le MOA est :

01.4.3 Coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS désigné par le MOA est :

01.5 CONTRAINTE D'EXECUTION

01.5.1 Définition du phasage des travaux

Il est précisé à l'entreprise que les travaux seront réalisés par zone. Un planning EXE sera établi en phase préparatoire de chantier en concertation avec le MOA et la direction d'établissement.

Planning prévisionnel travaux par zone joint au DCE.

01.5.2 Conditions de mise en œuvre

Pour chaque type et catégorie d'ouvrage objet du présent marché, l'entreprise devra avoir reçu l'aval de l'ensemble des intervenants concernés (Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'œuvre - Bureau de contrôle – Coordinateur SPS - et autres selon exigences) concernant les modalités et moyens mis en place permettant la réalisation des travaux dans le délai imparti, dans le respect des contraintes liées au site et à la configuration du bâtiment.

L'ensemble bien sûr conformément à la réglementation PMR en vigueur ainsi qu'aux recommandations du coordonnateur SPS.

01.5.3 Approvisionnement et évacuation des déchets

L'approvisionnement ainsi que l'évacuation des déchets produits lors des travaux sera soumis à validation du MOA et de la direction d'établissement. L'entreprise devra formuler ses demandes à l'avance et par mail afin de permettre à la direction d'établissement de s'organiser en conséquence. Toute procédure qui ne respecterait pas ce process sera automatiquement rejetée.

L'entreprise aura à sa charge la fourniture de l'ensemble des moyens (camions bennes – chariots – palissade de protection-signalétique ...) permettant la bonne tenue de l'opération.

A la charge de l'entreprise intervenante la prise en compte de l'ensemble des mesures nécessaires à la sauvegarde en l'état des ouvrages existants (voirie, murs, Blocs portes, installations techniques etc..). Elle aura à sa charge l'ensemble des travaux de remise en l'état de tout ouvrage existant dégradé.

01.5.4 Echafaudage et protection

L'entrepreneur devra l'installation d'échafaudages et de protections lui permettant d'exécuter dans les meilleures conditions, les travaux objets de son marché.

Ces éléments seront réalisés conformément aux normes de sécurité et tiendront compte :

- ✓ Des cheminements d'amenée des matériaux à pied d'œuvre et leur évacuation ;
- ✓ Des travaux préparatoires d'installation ;
- ✓ Des planchers de travail, protections nécessaires, garde-corps prévus par les règlements de sécurité (garde-corps périphériques) ;
- ✓ Des platelages de protection contre la chute éventuelle des matériaux et matériels ;
- ✓ Tous moyens nécessaires à l'approvisionnement des matériaux et matériels et moyens d'accès des équipes de chantier ;
- ✓ Des travaux de maintenance pendant la durée des travaux ;
- ✓ De la dépose et remise en état des points d'ancrage en fin de chantier ;

Le cas échéant, les précautions et garanties pendant la durée des travaux seront assurées par un bâchage de protection, fixé aux éléments d'échafaudage.

Ce dernier devra résister aux vent et intempéries et sera déplacé au fur et à mesure de l'avancement du chantier ; y compris toutes sujétions de mise en œuvre, déplacement, etc.

Les travaux seront effectués au moment opportun en coordination avec les corps d'état concernés.

Compris toutes sujétions de manutention, repliement en fin de chantier.

01.5.5 Planche et trame échantillon témoin

L'ensemble des prestations devra impérativement faire l'objet de présentation préalable d'échantillons correspondants aux matériaux et matériels définis au marché. Celles-ci seront prévues pendant la période de préparation du chantier.

Pour chacune des prestations il sera demandé la justification des caractéristiques requises (esthétique - feu - acoustique - thermique - glissance - UPEC - etc.) compris AT ou tout autre agrément reconnu. Pour les ouvrages et prestations particulières sans agrément, il sera demandé aux entreprises de réaliser tout AT Expérimental et Chantier nécessaire à la demande du Bureau de Contrôle, et ce aux frais exclusifs de l'entreprise (aucun supplément de prix ne sera accordé).

Les coloris et décors seront choisis dans la gamme complète du fabricant retenu et le MOE pourra en retenir plusieurs sans supplément de prix. Les matériaux seront livrés sur le chantier en emballage indiquant leur dénomination commerciale exacte ainsi que le nom et l'adresse du fabricant.

01.5.6 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, les travaux ne pourront être entrepris que si l'acceptation est constatée par un acte spécial signé par le Maître de l'ouvrage ou la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

En aucun cas l'Entrepreneur ne peut sous-traiter en totalité les travaux qui lui ont été commandés.

L'acte spécial indiquera avec précisions :

- ✓ La nature et le montant des prestations sous-traitées.
- ✓ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant.
- ✓ Les modalités de calculs et de versement des avances et acomptes.
- ✓ La date d'établissement des prix.
- ✓ Les stipulations relatives aux délais, primes, pénalités, réfections et retenues diverses.
- ✓ Les modalités de révision ou d'actualisation des prix.
- ✓ Le nom de la personne habilité à donner les renseignements.

Les entreprises sont informées que le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant par le Maître d'ouvrage, entraîne l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG et les textes en vigueur.

Par défaut, les conditions générales des contrats de sous-traitance types établis par le SNSO (Syndicat National des Entreprises de Second-œuvre du Bâtiment) sont applicables.

01.5.7 Contrôle interne des entreprises

En début de chantier, l'Entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises, doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition : l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- Au niveau du stockage : l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées ;
- Au niveau de l'interface entre corps d'état : l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations ;
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre : le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. et règles de l'art ;
- Au niveau des essais : l'entrepreneur réalisera les vérifications et essais imposés par les D.T.U., règles professionnelles, document technique COPREC ;

Y compris en ce qui concerne l'ensemble des contraintes liées à l'étanchéité à l'air du bâtiment.

01.5.8 Gestion des déchets

Le titulaire devra tenir compte pour l'établissement de son offre de prix, de l'ensemble des DTU, normes, décrets et réglementations en vigueur, et notamment celles relatives au tri-sélectif et traitement des déchets de déconstruction et de construction.

01.5.8.1 Texte réglementaire (liste non exhaustive)

- Loi N° 75 633 du 15/07/1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Décret du 19/08/1977 sur les déchets générateurs de nuisances,
- Arrêté du 04/01/1985 suivi des déchets,
- Loi N° 88 1261 du 30/12/1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Circulaire du 28/12/1990 et arrêtés préfectoraux sur étude des déchets,
- Loi N° 92 646 du 13/07/1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Décret du 13/07/1994 relatif aux déchets d'emballage industriel,
- Loi N° 95 101 du 2 Février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Circulaire de juin 2002
- Arrêtés du 18/12/1992 relatifs aux décharges de classe I,
- Décret N° 98 679 du 30/07/1998 relatif au transport par route,
- Règlement des transports des matières dangereuses,
- Règlement sanitaire du département 94,
- Courrier ministère de l'Équipement,
- Circulaire interministérielle du 15/02/2000 Logement Équipement Environnement relative à la gestion des déchets,
- Guide technique relatif aux installations de stockage des déchets internes (ministère de l'environnement),

01.5.8.2 Gestion et tri des déchets de chantier

1. Les obligations de l'ensemble des entreprises

Dans le cadre du tri des déchets, le chantier fera l'objet d'une organisation particulière au niveau de :

- Prévention ou réduction de la production des déchets ;
- Organisation du transport des déchets et limitation en distance et en volume ;
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie à priori entre ces

- différents modes ;
- Information du public ;
- La signalétique indiquant la nature des déchets à déposer ;
- L'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets ;
- L'information des entreprises et de son personnel ;
- L'entreprise devra nommer, lors du premier rendez-vous de chantier, un "MONSIEUR PROPRE" qui aura la responsabilité de la bonne tenue générale du tri pendant la totalité des travaux (compris vérification des tri-sélectif, etc.) ;
- Cette personne sera responsable de cette organisation ;

Il est rappelé également qu'il est interdit :

- De brûler les déchets sur les chantiers ;
- D'abandonner ou d'enfermer les déchets (même inertes), dans les zones non contrôlées administrativement (décharges sauvages, chantiers, etc.) ;

L'entreprise devra respecter les obligations indiquées au CCTP, et prendre connaissance du plan d'installation de chantier joint au dossier le cas échéant.

L'attention des entreprises est ici attirée sur le fait qu'elles auront obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiquées dans les documents du dossier de consultation et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

IMPORTANT : Les entreprises se chargeront, à leurs frais, de l'évacuation et du transport de leurs gravats et déchets jusqu'aux lieux de stockage, ainsi que de leur tri dans les conteneurs prévus à cet effet.

2. Organisation générale de la gestion du tri-sélectif

L'organisation générale de la gestion des déchets de chantier incombera à l'entreprise titulaire du lot N°01, et suivra la logique suivante :

- ✓ Installation des bennes ;
- ✓ Tri-sélectif des déchets de déconstruction dans les différentes bennes ;
- ✓ Rotation des bennes ;
- ✓ Le titulaire ouvrira dès les premières rotations de bennes un carnet de traçabilité des déchets et devra le tenir à jour durant les travaux (voir ci-après) ;
- ✓ L'entreprise devra nommer, lors du premier rendez-vous de chantier, un « MONSIEUR PROPRE » qui aura à sa charge la gestion et le respect du tri-sélectif durant les travaux. Pour ceci, elle devra procéder à l'information de son « MONSIEUR PROPRE » ;
- ✓ En fin de travaux, l'entreprise prévoira l'enlèvement des bennes et la remise en état de la zone de cantonnement ;

3. Pénalités

L'organisation de la gestion des déchets de chantier devra être mise en place au plus tard 15 jours après le démarrage effectif des travaux. Sinon, une pénalité par jour calendaire de retard sera appliquée.

Pendant la durée des travaux, l'entreprise qui ne respectera pas les consignes et ses obligations de tri, sur simple constatation de la personne chargée de la gestion des déchets, fera l'objet d'une pénalité par infraction constatée.

Ces pénalités se conforment au CCAP, et en particulier à l'article traitant les pénalités relatives aux infractions concernant le tri-sélectif des déchets.

Ces diverses pénalités seront retenues par le MOE, sur les situations mensuelles des travaux au fur et à mesure de leur application.

4. Traçabilité des déchets

Le titulaire du lot GROS OEUVRE aura à sa charge l'ouverture du carnet de traçabilité des déchets, celui-ci assurera sa tenue depuis le début des travaux jusqu'à la fin de ceux-ci.

Ce carnet devra obligatoirement mentionner :

- ✓ Le type de déchets traités ;
- ✓ La quantité de déchets ;
- ✓ Le lieu de stockage ;
- ✓ Le mode de valorisation ;

01.5.8.3 Délais d'intervention

L'entreprise devra fournir à l'appui de son offre de prix un programme d'exécution détaillé de ses travaux indiquant la durée prévisionnelle d'exécution des travaux faisant l'objet de la consultation.

Description par phases de travaux ou par "grands postes" du délai d'exécution par tâche.

01.6 DOCUMENTS DE FIN DE TRAVAUX

Chaque entreprise sera tenue de fournir au MOE, **au plus tard 15 jours avant la réception de travaux**, l'ensemble des plans d'exécution mis à jour, conformes aux ouvrages exécutés.

Ces plans seront accompagnés :

- ✓ Des notes de calcul ;
- ✓ Des fiches techniques et notes d'utilisation et d'entretien des produits mis en œuvre ;
- ✓ Des fiches de contrôles COPREC 1 et 2 ;
- ✓ Des procès-verbaux de tenue de feu des matériaux utilisés ;
- ✓ Des certificats de garantie ;

Les plans devront porter la mention « récolement » et la référence précise du chantier et notamment du bâtiment concerné.

Tous ces documents seront fournis en **3 exemplaires dont 2 sous forme numérique** et revêtus du cachet commercial de l'entreprise.

01.7 NETTOYAGES DE CHANTIER

Les nettoyages généraux de mise en service seront à la charge de l'Entrepreneur responsable du lot n°01 en sous-traitant cette tâche à une entreprise spécialisée.

Ces nettoyages intéresseront toutes les parties apparentes et notamment :

Liste non limitative.....

- ✓ les sols y compris revêtements divers
- ✓ les murs et cloisons y compris revêtements verticaux de toutes natures
- ✓ les accessoires de quincaillerie
- ✓ les appareils sanitaires et leurs robinetteries
- ✓ l'appareillage électrique, y compris luminaires
- ✓ les vitres et glaces aux 2 faces
- ✓ les feuillures des menuiseries
- ✓ les lits de sciure protecteurs des carrelages

Pour résumer ;

A la charge du lot n°01 :

- ✓ Le nettoyage global à réaliser au moment des OPR.
- ✓ Un second nettoyage à réaliser avant la réception finale des ouvrages une fois toutes les réserves levées.
- ✓ Un troisième à réaliser lors de la mise en service du bâtiment.

II. INSTALLATION DE CHANTIER

02.1 INSTALLATION DE CHANTIER : RAPPEL DES PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

L'entreprise devra se conformer notamment aux prescriptions suivantes :

- Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, modifiés par le décret n° 81 989 du 30 octobre 1981, par le décret n° 93-41 du 11 janvier 1993, par le décret n° 95 608 du 6 mai 1995, et par le décret n° 98 1084 du 2 décembre 1998, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles.
- Article R4224-5 modifié : renforce l'obligation du chef d'entreprise quant à l'organisation de la sécurité sur son chantier : les puits, trappes et ouvertures de descente, qui faisait précédemment l'objet de protection pour éviter les chutes, sont maintenant clôturés.
- La loi du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application n° 94 1159 du 26 décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 janvier 2003 ont modifié les obligations du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre pour les opérations de bâtiment et de génie civil. Ils doivent notamment mettre en œuvre les principes généraux de prévention dès la phase de conception du projet.

Le but est de prévoir les risques résultants de leurs interventions simultanées ou successives et organiser, si besoin, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Principaux textes réglementaires généraux :

- ✓ Le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment le chapitre III du titre II du livre 1er, article R 123.1 à 123.55.
- ✓ Le Code du Travail (dernière édition).
- ✓ Le Règlement Sanitaire Départemental.

Règles de sécurité :

Le décret « sécurité chantier » n° 94 1159 du 26 décembre 1994.

- ✓ La directive du Conseil des Communautés Européennes du 24 juin 1992 relative aux prestations minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers.

Le décret n° 92 332 du 31 mars 1992 (JO du 1^{er} avril 1992) Hygiène et sécurité sur les lieux de travail.

La loi « sécurité chantier » n° 93 1418 du 31 décembre 1993.

Liste non-exhaustive.

02.2 GENERALITES

Le présent document a pour but de faire connaître le programme du Lot Installation de chantier. Il n'est pas limitatif.

En conséquence, l'Entrepreneur devra prévoir dans sa soumission tous les travaux indispensables, dans l'ordre général et par analogie, étant entendu qu'il doit assurer le parfait et complet achèvement des ouvrages en ce qui concerne son lot, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire pour raison d'omission aux plans et aux devis descriptifs.

Son prix sera donc forfaitaire.

De ce fait, toutes les incertitudes relatives aux documents du dossier de consultation devront être levées au stade de l'étude et aucune réclamation postérieure à la remise de la soumission ne sera admise.

Ces travaux comprennent :

- ✓ Un constat photographique des lieux et abords du chantier avant intervention.
- ✓ Le cantonnement de la base vie. L'entreprise aura à sa charge la fourniture et pose d'un ALGECO/Roulotte de chantier et prévoir par la même occasion l'ensemble des raccordements techniques nécessaires à son fonctionnement (ELEC / EU / Alimentation d'eau).
- ✓ Les palissades et signalisation des zones chantier et leurs abords.

- ✓ La zone bennes et déchargement-livraison.
- ✓ Les protections des abords du chantier, parties communes (hall, circulation, escaliers, etc.) et cheminements extérieurs
- ✓ Le nettoyage de chantier et des abords.

02.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX

02.3.1 Constat d'état des lieux avant travaux

L'entrepreneur doit réaliser un constat d'état des lieux avant travaux en présence du MOE. Il comprendra un reportage photographique complet des locaux et des parties communes avant travaux.

02.3.2 Cantonnement de la base de vie

L'entreprise devra toutes les prestations relatives au cantonnement de la base de vie. Elle sera chargée d'assurer et de prendre à sa charge l'entretien et la conservation de la Base de Vie, pendant toute la durée des travaux.

Cette base de vie est à installer à l'extérieur de l'établissement. Se référer au « plan installation base vie » annexé au DCE.

La base de vie comprendra deux Bungalows. L'un servant de vestiaire, l'autre de réfectoire. Une salle de réunion sera aménagée à l'intérieur du bâtiment. Elle permettra la tenue hebdomadaire des réunions de chantier

A sa charge la fourniture et pose des équipements de chauffage à l'intérieur des deux bungalows. La base de vie sera installée en conformité aux normes en vigueur prescrites par le Code du Travail.

A rappeler que, le réfectoire, le vestiaire, la salle de réunion, les sanitaires et le bureau de chantier seront installés conformément au PPSPS des entreprises. Le coordinateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage aura un regard sur le plan d'installation de chantier ainsi que sur le PPSPS.

Nota :

A la charge du présent lot :

- ✓ le grutage des Bungalows lors de leur pose en phase installation de chantier et leur dépose et évacuation du site en fin de travaux.
- ✓ La mise en place de l'ensemble des raccordements techniques (Eau/Elec et raccordement EU).
- ✓ L'exécution de l'ensemble des formalités et demandes administratives relatives au bon déroulement des opérations.

02.3.3 Protections de chantier

D'une façon générale, toutes les mesures seront prises pour préserver les ouvrages conservés et éviter tous désordres sur les ouvrages existants y compris arbres, arbustes et végétaux existants.

L'entreprise en charge du présent lot restera responsable jusqu'à l'achèvement des travaux, de tous dégâts qui seraient occasionnés aux dits ouvrages faute de protection suffisante, en particulier les abords extérieurs du site, les abords des zones travaux et des zones communes.

Également, l'entrepreneur du présent lot devra prévoir toutes les protections nécessaires à la sécurité de son personnel suivant les normes et règlements en vigueur. Il devra, également, veiller à la sécurité des occupants de l'établissement pendant toute la durée de son intervention.

Ces protections, de tout type, seront mises en place aux endroits et cheminements suivants :

- ✓ au droit des cheminements permettant l'évacuation des déchets de chantier.
- ✓ au droit de l'accès au chantier.
- ✓ Au droit de toute zone de stockage après validation du Moe, du MOA et de la direction de l'établissement.

Protections de tous types : plaques d'Isorel mou (parois), double polyane (sols) fixés par collage. Toutes fixations mécaniques au sol à proscrire suivant plan de prévention fournit par le CSPS chargé de l'opération. Obligation de remplacement en cas de détérioration.

L'entrepreneur devra y apposer autant de fois que nécessaire les mentions :

- ✓ « Port du casque obligatoire »
- ✓ « Port des E.P.I obligatoire »

L'entrepreneur soumettra au Maître d'œuvre et au Maître de l'ouvrage le plan des protections de chantier, afin d'obtenir leur autorisation.

L'entreprise sera chargée d'assurer et de prendre à sa charge l'entretien, le déplacement et la conservation des protections pendant toute la durée des travaux.

02.3.4 Nettoyage quotidien du chantier

L'entrepreneur devra, à ses frais, le nettoyage régulier pendant toute la durée du chantier.

Tous les frais d'entretien, y compris nettoyages journaliers, fournitures, consommables et autres seront pris en charge par l'entrepreneur du présent lot (hors consommation en eau, électricité).

02.3.4.1 Désinfection sur le chantier – Dispositions spécifiques au Covid-19

Considérant qu'un individu peut être porteur sain du virus, tous les travailleurs et personnes admises sur le chantier sont considérés pour la suite du document comme contaminants potentiels.

Toutes les surfaces susceptibles d'avoir été en contact direct avec la peau d'un travailleur doit être nettoyée avec une solution désinfectante telle que préconisée par les autorités sanitaires.

Les entreprises élaborent une procédure de nettoyage qui tient compte à la fois :

- ✓ Des conditions d'utilisation des locaux
- ✓ De la fréquence des contacts avec les surfaces concernées
- ✓ Des fréquences de nettoyage préconisées par l'OPPBT dans son guide

A titre d'exemple, doivent être traités :

- ✓ Les locaux de la base de vie et notamment les espaces communs (réfectoires, vestiaires, sanitaires ...)
- ✓ Les matériels couramment utilisés sur chantiers (outillages, poste de conduite, matériel ...)
- ✓ Les installations liées aux circulations (rambardes, garde-corps, lifts ...)

L'ensemble des locaux est largement aéré au moins deux fois par jour.

L'ensemble des prestations concernant la désinfection et les dispositions spécifiques au Covid-19 sera compris dans le prix forfaitaire de l'offre de l'entrepreneur.

Localisation :

- Pour l'ensemble des installations et pour toute la durée des travaux

02.3.5 Cloisonnement de chantier

L'entrepreneur du présent lot devra la fourniture et la réalisation de l'ensemble des cloisons provisoires et protection de chantier qu'il jugera nécessaire pour l'exécution de ses travaux. Cloisonnement qui fera partie intégrante du prix global et forfaitaire défini. Le site étant occupé, l'entreprise fera en sorte de définir cet encloisonnement au grès des risques de chantier à encourir. Le Moe se réservera le droit de demander le renforcement du cloisonnement provisoire de chantier lorsqu'il le jugera cela nécessaire sans que cela ne fasse l'objet d'aucun frais supplémentaire.

Localisation :

- Là où nécessaire.

02.3.6 Panneau de chantier

L'entrepreneur du présent lot devra la fourniture et la pose d'un panneau de chantier publicitaire à disposer à 1,50 du sol devant le bâtiment, à proximité de l'entrée principale.

Les informations suivantes seront incorporées sur le panneau :

- Dénomination de l'opération ;
- Dénomination du Maître d'ouvrage ;
- Dénomination du Maître d'œuvre ;
- Dénomination du BET Fluides ;
- Dénomination du Bureau de Contrôle ;
- Dénomination du Coordinateur
- Dénomination de l'OPC

- Dénomination de toutes les entreprises ;

Localisation :

- A définir en phase EXE

02.3.7 Signalétique de chantier

A la charge du présent lot la fourniture et pose d'une signalétique de chantier permettant d'identifier clairement les zones d'intervention. Le CSPS aura un droit de regard sur ce point. Il demandera au besoin des compléments qu'il jugera nécessaire au bon déroulement des opérations et cela pendant toute la durée de chantier.

Localisation :

- Intérieur et extérieur des zone travaux